



52362

**NATIONS UNIES**  
**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**



Distr.

GENERALE

E/CN.14/RES/245(XI)

1er mars 1973

Original: FRANCAIS/  
ANGLAIS

**COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

Onzième session;

Deuxième réunion de la Conférence des ministres

Accra, 19-23 février 1973

**RESOLUTION ADOPTÉE PAR LA CONFERENCE DES MINISTRES**

**245(XI). Conférence des ministres africains du commerce,  
du développement et des finances**

**La Conférence des ministres,**

Rappelant la résolution 2626(XXV) de l'Assemblée générale du 24 octobre 1970 sur la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, et en particulier les paragraphes 21 à 34 et 41 à 52,

Rappelant sa résolution 218(X) du 13 février 1971 sur la Stratégie de l'Afrique pour le développement durant les années 70, et en particulier les paragraphes 7 à 22,

Rappelant en outre la Déclaration de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine sur la troisième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement,

Ayant pris acte de la résolution II sur la promotion du commerce international et intrarégional de produits agricoles et agro-industriels adoptée par la septième Conférence régionale pour l'Afrique de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, en particulier de sa recommandation suivant laquelle des mesures devraient être prises pour établir, sous l'égide de l'Organisation de l'unité africaine, une commission du marché commun africain,

Prenant acte avec satisfaction de la décision adoptée par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine, à sa neuvième session, de convoquer une conférence des ministres africains non seulement en vue de renforcer leur position commune à l'égard de leurs partenaires de la communauté internationale en matière de développement, mais aussi pour étudier les moyens de stimuler la coopération intra-africaine, dans les domaines du développement économique et des échanges,

Se félicitant en outre de la Déclaration du Conseil des gouverneurs de la Banque africaine de développement à sa huitième réunion annuelle, préconisant une conférence ministérielle des Etats africains pour élaborer un programme commun à la suite des résultats de la troisième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et examiner et recommander les moyens d'éliminer les obstacles monétaires et autres au développement du commerce intra-africain,



Notant avec satisfaction la création d'un Comité de coordination qui comprend la Banque africaine de développement, l'Organisation de l'unité africaine, la Commission économique pour l'Afrique et l'Association des Banques centrales africaines, et qui est chargé de coordonner les efforts tentés par les quatre organisations pour appliquer la Déclaration des chefs d'Etat et de gouvernement et la déclaration du Conseil des gouverneurs de la Banque africaine de développement,

1. Invite le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine, le Secrétaire exécutif de la Commission, le Président de la Banque africaine de développement et le Président de l'Association des banques centrales africaines à prendre toutes les mesures relatives à l'organisation qu'ils jugent nécessaires pour que la conférence ministérielle soit convoquée de manière à permettre que les résultats en soient présentés à la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine à sa dixième session;

2. Propose que la conférence examine en particulier les problèmes interdépendants suivants:

- i) Rédaction d'une charte de la coopération intra-africaine, exprimant la volonté politique de déterminer et d'exécuter les mesures effectives qui doivent être prises en vue de stimuler la coopération intra-africaine dans les domaines du commerce, des finances, de l'industrie, de l'agriculture et de l'infrastructure;
- ii) Négociations commerciales multilatérales;
- iii) Consultations intergouvernementales sur les produits de base déterminés;
- iv) Négociations en vue de l'établissement d'un nouveau système monétaire mondial;
- v) Incidences pour les pays africains de l'élargissement de la Communauté économique européenne;

3. Invite l'Association des banques centrales africaines et la Banque africaine de développement à coordonner leurs activités avec celles de l'Organisation de l'unité africaine et de la Commission économique pour l'Afrique pour faire en sorte que les problèmes qui se posent en Afrique dans les domaines monétaire, financier et commercial puissent être résolus d'une manière coordonnée;

4. Fait appel au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et au Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine afin qu'ils maintiennent des consultations et une coopération étroites avec les membres africains du Groupe des vingt-quatre et du Comité des vingt.

171ème séance,  
22 février 1973.